

DISSIDENT DE L'OCCIDENT

Un spécialiste de droit international révèle la manière dont les services secrets américains ont manipulé la justice et les médias pour discréditer un journaliste.

Quand les plus grands journaux de nos démocraties, de droite et de gauche, vous expliquent ce qu'il faut penser d'un sujet, votre opinion est faite. Et s'il advient que lesdits journaux se trompent, vont-ils le reconnaître ? Un exemple parmi d'autres est l'affaire Assange. La démonstration en est apportée par un spécialiste du droit international, Nils Melzer, rapporteur spécial des Nations unies sur la torture de 2016 à 2022. Ayant compris tardivement – en 2019 – avoir été intoxiqué par les médias, il mena sa propre enquête puis intervint auprès des États concernés pour dénoncer un cas de torture psychologique. Il reprend le sujet à fond pour l'exposer pas à pas dans un livre remarquable, dont bien sûr les grands journaux en question ne parlent pas.

Julian Assange est à l'origine un hacker australien, marqué par une enfance errante. Nous en avons publié un long portrait rédigé par un journaliste du *New Yorker*¹. De fibre anarchiste, passionné de cryptographie, il a créé en 2006 le site très protégé WikiLeaks, qui proposait aux lanceurs d'alerte d'y publier des documents compromettants pour les États et les grands de ce monde. Assange appartient au mouvement des « cypherpunks » (les punks du chiffre-

ment). Il exprime ses idées dans un ouvrage transcrivant une discussion entre lui et trois autres compères². C'est à la fois une mise en garde réaliste contre les dangers des outils de surveillance généralisée rendus possibles par Internet et un manifeste dystopique aux accents apocalyptiques. En deux mots : contre l'avènement proche et inévitable d'une « civilisation de la surveillance » orchestrée par les États et les grandes entreprises, la seule solution est de créer des refuges abrités par des instruments cryptés. Le bitcoin est issu de ce mouvement.

Après une première série de révélations, qui valent à Assange d'être primé en tant que journaliste par Amnesty International, WikiLeaks publie en 2010 une cascade de documents : une vidéo montrant des soldats américains hélicoptérés faisant dans l'allégresse un carton sur des civils en Irak ; en collaboration avec *The Guardian*, *The New York Times* et *Der Spiegel*, les « carnets de guerre afghans », ainsi que plus de 400 000 notes officielles sur la guerre en Irak ; puis quelque 250 000 câbles diplomatiques américains, certains exploités par *Le Monde*.

Assange devient une star internationale. Mais il est dans le collimateur des autorités américaines et, très vite, le vent tourne. Le secrétaire à la Défense assure qu'en diffusant ces documents il met des vies en danger : « Il a peut-être déjà du sang sur les mains » – accusation gratuite bientôt reprise par *The New York Times*. Un sénateur le présente comme un « terro-

riste high-tech », formule répétée par Biden, alors vice-président. Des voix s'élèvent pour le supprimer physiquement, option effectivement envisagée en haut lieu. Mais c'est un autre mode d'action qui est mis en place. Il comporte trois volets : financier, judiciaire et médiatique. Ses cartes de crédit sont bloquées ainsi que l'accès des donateurs au site WikiLeaks. Un mandat d'arrêt international est lancé contre lui. Et, surtout, on monte un véritable *kompromat*, à la russe, destiné à le discréditer. Avec la complicité de la justice suédoise, les États-Unis obtiennent qu'il soit accusé de viol. Ce troisième

volet est décrit avec minutie par Melzer, aidé par sa connaissance du suédois. Aujourd'hui, ce dissident de l'Occident, psychologiquement détruit, est sans motif sérieux mis au secret dans une prison de haute sécurité en Angleterre.

Les deux éléments les plus troublants dans cette affaire sont la soumission des appareils judiciaires suédois et britannique à la volonté des États-Unis et la facilité avec laquelle les grands médias mainstream, même ceux qui avaient collaboré avec WikiLeaks, se sont laissés retourner. Concernant *Le Monde*, on peut se reporter à l'analyse par le journaliste Laurent Dauré d'un éditorial particulièrement consternant³. Il faut dénoncer le complotisme sous toutes ses formes, mais il arrive que la réalité dépasse la fiction⁴. ■

— O. P.-V.



L'Affaire Assange.
Histoire
d'une persécution
politique,
de Nils Melzer,
traduit de l'anglais
par Diane Gilliard,
Éditions Critiques,
2022.

MOT MANQUANT



Par Daniel Pennac

N° 100

Depuis *ferklempt* (numéro d'octobre 2010), Daniel Pennac a traité gracieusement pour *Books cent* « mots manquants ». Nous sommes convenus d'un commun accord de nous arrêter là. Dans le prochain numéro, il tirera les leçons (inattendues) de cette expérience.

Le mot annoncé dans notre dernier numéro était *pålegg*. Il désigne cette institution norvégienne consistant à agrémenter une tranche de pain d'une petite montagne de victuailles. (Contrairement à ce que nous avions suggéré, il ne s'agit jamais d'un sandwich.)

MOT DU MOIS

« Nombre de représentants des sciences sociales considèrent actuellement comme purement et simplement inévitable de se laisser guider dans leurs recherches par des idéaux sociopolitiques préconçus, auxquels ils adhèrent quasiment comme à une religion. »

Norbert Elias, *Engagement et distanciation*, 1983.

Dans notre prochain numéro de janvier-février 2023 :

Faut-il restituer les œuvres d'art ?

1. « Faut-il avoir peur de WikiLeaks ? », *Books* n° 17, novembre 2010.

2. *Cypherpunks: Freedom and the Future of the Internet* (OR Books, 2012).

3. *Hacking Justice. Julian Assange : le combat du siècle pour la liberté d'informer*, ouvrage collectif (Les Mutins de Pangée, 2021).

4. « Pourquoi les démocraties torturent », *Books* n° 5, mai 2009.